



CHAPITRE 86

Loi modifiant de nouveau
le Code municipal

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

C. m., a.
5, mod.

1. L'article 5 du Code municipal est modifié en insérant, dans la cinquième ligne du paragraphe 1, après le mot « propriétés », les mots « à titre onéreux, soit à l'enchère, soit par soumissions publiques, soit de toute autre façon approuvée par la Commission municipale de Québec, ».

Id., aa.
16a, 16b,
aj.

2. Ledit code est modifié en insérant, après l'article 16, les suivants:

« **16a.** Pour les fins du présent code, la population d'une municipalité est celle qui est indiquée au dernier dénombrement fait pour l'ensemble de la province ou de la municipalité et reconnu valide à ces fins par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

« **16b.** Dans la présente loi ainsi que dans toute autre loi ou proclamation et tout arrêté en conseil, contrat ou document, l'expression « pro-maire » est remplacée par l'expression « maire suppléant ». »

Id., a. 77,
rempl.

3. L'article 77 dudit code, remplacé par l'article 1 de la loi 11-12 Elizabeth II,

CHAPTER 86

An Act to again amend the
Municipal Code

[Assented to 18th December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Article 5 of the Municipal Code is amended by inserting after the word "thereof" in the fifth line of paragraph 1 the words "by onerous title, by auction, by public tenders, or in any other manner approved by the Québec Municipal Commission,".

2. The said Code is amended by inserting after article 16 the following:

"**16a.** For the purposes of this Code, the population of a municipality shall be that shown in the last census made for the whole of the Province or of the municipality and recognized as valid for such purposes by an order of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette*.

"**16b.** In this act and in any other act, proclamation, order in council, contract or document, the expression "pro-mayor" is replaced by the expression "acting mayor". "

3. Article 77 of the said Code, replaced by section 1 of the act 11-12 Elizabeth II,

chapitre 65, est de nouveau remplacé par le suivant :

« 77. Toute corporation locale verse au maire, comme rémunération pour tous les services qu'il lui rend à quelque titre que ce soit et pour le dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à sa charge, une somme annuelle minimale calculée selon la population de la municipalité à raison de \$0.30 par habitant.

Toutefois le maire ne peut en aucun cas recevoir ainsi une somme annuelle inférieure à \$100.

La corporation verse pour les mêmes fins à chacun des conseillers une somme annuelle minimale égale au tiers de celle qu'elle verse au maire.

Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de ces sommes dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes aux charges de maire et de conseiller.

Le conseil peut aussi autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un membre du conseil pour le compte de la corporation pourvu qu'elles aient été autorisées par résolution du conseil.

Aucune autre rémunération ou allocation ni aucun autre profit ne peuvent être versés à un maire ou à un conseiller à moins d'avoir été autorisés par un règlement adopté par le vote des deux tiers des membres du conseil et soumis à l'approbation des personnes visées aux articles 243 et 244a, suivant *mutatis mutandis* la procédure prévue à l'article 758 et, s'il y a lieu, aux articles 387a à 387l; dans ce dernier cas, le vote est pris en nombre seulement. L'approbation du lieutenant-gouverneur, du ministre des affaires municipales ou de la Commission municipale de Québec n'est pas requise.

L'application du présent article n'a pas pour effet de réduire le montant de la rémunération payable à un maire ou à un conseiller le 1er janvier 1969.»

chapter 65, is again replaced by the following:

“77. Every local corporation shall pay to the mayor, as remuneration for all his services to it in every capacity, and to indemnify him for a portion of the expenses attaching to his office, a minimum annual sum computed according to the population of the municipality at the rate of \$0.30 per inhabitant.

Nevertheless the mayor shall in no case so receive an annual sum of less than \$100.

The corporation shall pay for the same purposes to each councillor a minimum annual sum equal to one-third of the sum that it pays to the mayor.

The council shall determine by resolution the terms of payment of such sums, one-third of which is paid as an indemnity for a portion of the expenses attaching to the offices of mayor and councillor.

The council may also authorize the payment of the expenses actually incurred by a member of the council on behalf of the corporation provided that they have been authorized by resolution of the council.

No other remuneration, allowance or benefit shall be paid to a mayor or councillor unless it has been authorized by a by-law passed by the vote of two-thirds of the members of the council and submitted for approval by the persons contemplated in articles 243 and 244a, following *mutatis mutandis* the procedure prescribed in article 758 and, if necessary, in articles 387a to 387l; in the latter case, the vote shall be taken in number only. Approval by the Lieutenant-Governor, the Minister of Municipal Affairs or the Québec Municipal Commission shall not be required.

The application of this article shall not have the effect of reducing the amount of the remuneration payable to a mayor or councillor on the 1st January 1969.”

C. m., a.
123,
remp.

4. L'article 123 dudit code, remplacé par l'article 3 de la loi 2 George VI, chapitre 103, est de nouveau remplacé par le suivant :

4. Article 123 of the said Code, replaced by section 3 of the act 2 George VI, chapter 103, is again replaced by the following: M. C., a.
123, re-
placed.

« **123.** Le maire ou toute personne qui préside une séance du conseil a droit de voter mais n'est pas tenu de le faire; quand les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative. ».

“**123.** The mayor or any person presiding at a sitting of the council shall be entitled to vote but not obliged to do so; when a vote results in a tie, the decision shall be deemed to be in the negative.”.

C. m., a.
165, mod.

5. L'article 165 dudit code, modifié par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 98, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

5. Article 165 of the said Code, amended by section 1 of the act 3 George VI, chapter 98, is again amended by replacing the first paragraph by the following: M. C., a.
165, am.

« **165.** Le secrétaire-trésorier perçoit tous les deniers payables à la corporation et, sous réserve de toutes autres dispositions légales, il doit les déposer dans une banque, caisse d'épargne et de crédit ou compagnie de fidéicommiss légalement constituée que peut désigner le conseil et les y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil. ».

“**165.** The secretary-treasurer shall collect all moneys payable to the corporation and, subject to all other legal provisions, shall deposit the same in any legally constituted bank, savings and credit union or trust company which may be designated by the council, and allow them to remain there until they are employed for the purposes for which they were levied, or until disposed of by the council.”.

Id., a.
171, mod.

6. L'article 171 dudit code, modifié par l'article 8 de la loi 19 George V, chapitre 88, est de nouveau modifié:

6. Article 171 of the said Code, amended by section 8 of the act 19 George V, chapter 88, is again amended: Id., a.
171, am.

a) en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

« **171.** Le secrétaire-trésorier est tenu de délivrer à quiconque en fait la demande, sur paiement des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le conseil et qui doivent être versés dans le fonds général de la corporation, des copies ou des extraits de tout livre, rôle, registre ou autre document faisant partie des archives.

“**171.** The secretary-treasurer shall issue to any person applying therefor, upon payment of the fees exigible under the tariff fixed by the council and payable to the general fund of the corporation, copies of or extracts from any book, roll, register or other document which forms part of the archives.

Ce tarif doit être soumis à l'approbation du ministre des affaires municipales et, tant qu'il n'est pas approuvé, la délivrance de ces documents par le secrétaire-trésorier est gratuite. »;

Such tariff must be submitted for approval by the Minister of Municipal Affairs and, until it is approved, the issue of such documents by the secretary-treasurer shall be free of charge.”;

b) en remplaçant, dans la quatorzième ligne du deuxième alinéa, les mots « des honoraires » par les mots « des honoraires exigibles en vertu de l'alinéa précédent »;

(b) by replacing the words “of his fees” in the twelfth line of the second paragraph by the words “of the fees exigible under the preceding paragraph”;

c) en retranchant le troisième alinéa.

(c) by striking out the third paragraph.

Id., a.
226, remp.

7. L'article 226 dudit code, modifié par l'article 5 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est remplacé par le suivant:

7. Article 226 of the said Code, amended by section 5 of the act 5 George VI, chapter 69, is replaced by the following: Id., a.
226, re-
placed.

« **226.** Toute personne physique, majeure et possédant la citoyenneté canadienne peut être mise en candidature et élue maire ou conseiller si elle n'est frappée d'aucune incapacité légale et si elle est domiciliée dans la municipalité depuis au moins vingt-quatre mois avant la date de la mise en candidature ou de la nomination par le conseil ou le lieutenant-gouverneur et possède ou occupe dans la municipalité, à titre de propriétaire, en son nom propre ou au nom de son conjoint, ou à titre de locataire, un immeuble dont la valeur réelle ou la valeur annuelle, selon le cas, inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, est d'au moins \$300 dans le cas d'un propriétaire et de \$200 dans le cas d'un locataire.

L'obligation d'avoir domicile dans la municipalité est remplacée par l'obligation d'y avoir résidence, durant le même laps de temps, lorsque le nombre des personnes qui y ont domicile est inférieur à cinquante. »

C. m., a.
227, remp.

S. L'article 227 dudit code, modifié par l'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 83, par l'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 82, par l'article 1 de la loi 11 George V, chapitre 105, par l'article 2 de la loi 15 George V, chapitre 84, par l'article 12 de la loi 18 George V, chapitre 94, par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 119, par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 82, par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 83, par l'article 4 de la loi 2 George VI, chapitre 103, par l'article 6 de la loi 5 George VI, chapitre 69, par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 71, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 23, et par l'article 2 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 65, est remplacé par le suivant :

« **227.** Les personnes suivantes ne peuvent être mises en candidature, ni être élues maire ou conseiller, ni être nommées aux autres charges municipales, ni les occuper :

1. Les membres du Conseil privé;
2. Les juges ou magistrats recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou provincial, ou de la municipalité;
3. Le ministre des affaires municipales et les membres de la Commission municipi-

« **226.** Every physical person of full age and Canadian citizenship may be nominated and elected mayor or councillor if he is not legally disqualified and has been domiciled in the municipality for at least twenty-four months before the date of nomination or appointment by the council or by the Lieutenant-Governor and possesses or occupies in the municipality, as owner, in his own name or that of his consort, or as tenant, an immoveable of a real or annual value, as the case may be, entered on the valuation roll in force, of at least \$300 in the case of an owner and \$200 in the case of a lessee.

The obligation to be domiciled in the municipality shall be replaced by that of residing there during the same period when the number of persons domiciled there is less than fifty.".

S. Article 227 of the said code, amended by section 1 of the act 9 George V, chapter 83, section 1 of the act 10 George V, chapter 82, section 1 of the act 11 George V, chapter 105, section 2 of the act 15 George V, chapter 84, section 12 of the act 18 George V, chapter 94, section 1 of the act 23 George V, chapter 119, section 1 of the act 24 George V, chapter 82, section 1 of the act 24 George V, chapter 83, section 4 of the act 2 George VI, chapter 103, section 6 of the act 5 George VI, chapter 69, section 2 of the act 13 George VI, chapter 71, section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 23, and by section 2 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 65, is replaced by the following :

M. C., a.
227, re-
placed.

« **227.** The following persons shall not be nominated for or elected mayor or councillor, or be appointed to or hold any other municipal office :

- (1) Members of the Privy Council;
- (2) Judges or magistrates receiving emoluments from the federal or provincial governments or from the municipality;
- (3) The Minister of Municipal Affairs and the members of the Québec Municipal

pale de Québec, de la Régie des eaux du Québec et de la Société d'habitation du Québec;

4. Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la corporation.

Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la corporation, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil; mais il est censé intéressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou dans un comité quelque mesure concernant cette compagnie.

Le mot « contrat » employé dans le présent paragraphe ne s'étend pas au bail ni à la vente ou à l'achat de terrains, ni à une convention se rapportant à l'un de ces actes;

5. Toute personne trouvée coupable de trahison ou d'un acte punissable en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de Québec, d'un an d'emprisonnement ou plus.

Cette inhabilité subsiste durant cinq années après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence, et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou si la sentence est suspendue, durant cinq années de la date de cette condamnation;

6. Toute personne trouvée coupable d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus après avoir été antérieurement trouvée coupable de deux actes criminels ainsi punissables; cette inhabilité subsiste durant vingt années après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou si la sentence est suspendue, durant vingt années de la date du jugement de culpabilité;

7. Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou de conseiller, les personnes qui sont responsables des deniers de la corporation, ou qui sont cautions en faveur de la corporation, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la corporation pour leurs services autrement qu'en vertu d'une disposition législative, sauf, dans ce dernier cas, si ces deniers ou autres considérations sont reçues en rémunération de services pour des travaux aux chemins municipaux et aussi, quiconque préside

Commission, the Québec Water Board and the Québec Housing Corporation;

(4) Any person who has, directly or indirectly, by himself or his partner, any contract with the corporation.

Nevertheless a shareholder in any incorporated company which has a contract or agreement with the corporation, or which receives any aid or grant therefrom, is not disqualified from acting as a member of the council; but he is considered to be interested in all measures concerning such company which are considered before the council or any committee thereof.

The word "contract", as used in this paragraph, does not include a lease or the sale or purchase of land, or any agreement with regard to any of such contracts;

(5) Any person convicted of treason or of an act punishable under a law of the Parliament of Canada or of the Legislature of Québec, by imprisonment for one year or more.

Such disqualification shall continue for five years after the term of imprisonment fixed by the sentence, and, if only a fine was imposed or the sentence is suspended, for five years from the date of such condemnation;

(6) Any person convicted of an indictable offence punishable by imprisonment for five years or more after having previously been convicted of two indictable offences so punishable; such disqualification shall continue for twenty years after the term of imprisonment fixed by the sentence and, if only a fine is imposed or sentence is suspended, for twenty years from the date of the conviction;

(7) Whenever the office of mayor or councillor is in question, any persons who are responsible for moneys belonging to the corporation, or who are sureties for the corporation, or who receive any pecuniary allowance or other consideration from the corporation for their services otherwise than under a legislative provision, unless in such latter case such pecuniary allowance or other consideration is received as remuneration for services for municipal road works, and also any

de fait une élection de maire ou de conseiller. ».

person who in fact presides at an election of a mayor or councillor.”.

C. m., a.
227a, ab.

9. L'article 227a dudit code, édicté par l'article 9 de la loi 19 George V, chapitre 88, et modifié par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est abrogé.

9. Article 227a of the said Code, enacted by section 9 of the act 19 George V, chapter 88, and amended by section 3 of the act 13 George VI, chapter 71, is repealed. M. C., a.
227a, re-
pealed.

Id., a.
228, ab.

10. L'article 228 dudit code, modifié par l'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 84, par l'article 1 de la loi 12 George V, chapitre 101, par l'article 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 109 et par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 55, est abrogé.

10. Article 228 of the said Code, amended by section 1 of the act 9 George V, chapter 84, section 1 of the act 12 George V, chapter 101, section 1 of the act 25-26 George V, chapter 109 and by section 4 of the act 10 George VI, chapter 55, is repealed. Id., a.
228, re-
pealed.

Id., a.
229, mod.

11. L'article 229 dudit code est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

11. Article 229 of the said Code is amended by striking out the second paragraph. Id., a.
229, am.

Id., a.
230, ab.

12. L'article 230 dudit code est abrogé.

12. Article 230 of the said Code is repealed. Id., a.
230, re-
pealed.

Id., a.
231, ab.

13. L'article 231 dudit code, modifié par l'article 7 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est abrogé.

13. Article 231 of the said Code, amended by section 7 of the act 5 George VI, chapter 69, is repealed. Id., a.
231, re-
pealed.

Id., aa.
232-236,
ab.

14. Les articles 232 à 236 dudit code sont abrogés.

14. Articles 232 to 236 of the said Code are repealed. Id., aa.
232-236,
repealed.

Id., a.
237, remp.

15. L'article 237 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 24 George V, chapitre 83, est remplacé par le suivant:

15. Article 237 of the said Code, amended by section 2 of the act 24 George V, chapter 83, is replaced by the following: Id., a.
237, re-
placed.

« **237.** 1. Le maire ou tout conseiller peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, signée par lui, au secrétaire-trésorier de la municipalité; le mandat du maire ou du conseiller expire à compter de la remise de l'écrit au secrétaire-trésorier qui le transmet au conseil à la première séance qui suit.

“**237.** (1) The mayor or any councillor may resign his seat in the council by transmitting his resignation signed by himself, to the secretary-treasurer of the municipality; the term of office of the mayor or councillor shall expire upon the delivery of the writing to the secretary-treasurer who shall transmit it to the council at the next sitting.

2. Le décès du maire ou d'un conseiller met fin à son mandat.

(2) The death of the mayor or a councillor shall terminate his term of office.

3. Le mandat du maire ou d'un conseiller se termine également s'il a fait défaut d'assister aux séances du conseil pendant quatre-vingt-dix jours consécutifs depuis la dernière séance à laquelle il a assisté; le mandat prend fin à la clôture de la première séance qui suit ces quatre-vingt-dix jours, sauf si, à cette séance, le

(3) The term of office of the mayor or councillor shall also terminate if he has failed to attend the sittings of the council during ninety consecutive days following the last sitting which he attended; the term of office shall end upon the closing of the first sitting held after such ninety days unless, at such sitting, the council

conseil est d'avis que l'intéressé a été dans l'impossibilité en fait d'assister aux séances. Toutefois, si l'intéressé n'assiste à aucune séance du conseil dans les trente jours qui suivent la séance où le conseil a exprimé un tel avis, son mandat prend fin le trentième jour; le greffier en avise le conseil à la première séance qui suit ce trentième jour. ».

is of the opinion that it was in fact impossible for the person concerned to attend the sittings. Nevertheless, if the person concerned attends no sitting of the council within thirty days after the sitting at which the council expressed such opinion, his term of office shall terminate on the thirtieth day; the clerk shall so inform the council at the first following sitting after such thirtieth day.”.

C. m., a.
238, remp.

16. L'article 238 dudit code, modifié par l'article 10 de la loi 19 George V, chapitre 88 et par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 23, est remplacé par le suivant:

16. Article 238 of the said Code, amended by section 10 of the act 19 George V, chapter 88, and by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 23, is replaced by the following: M. C., a.
238, re-
placed.

« **238.** S'il survient une vacance dans la charge de maire ou de conseiller, le conseil doit nommer par résolution, parmi les personnes éligibles de la municipalité, une personne ayant les qualités requises pour remplir la vacance.

“**238.** If a vacancy occurs in the office of mayor or councillor, the council must, by resolution, appoint, from among the persons eligible within the municipality, a person qualified to fill such vacancy.

Au cas de partage égal des voix, le maire est tenu de voter, nonobstant l'article 123 et s'il a déjà voté, il peut alors donner, en outre, un vote prépondérant. ».

In case of a tie vote, the mayor must vote notwithstanding article 123, and, if he has already voted, he may then also give a casting-vote.”.

Id., a.
240, mod.

17. L'article 240 dudit code est modifié en retranchant, à la fin, les mots « , et le rend sujet aux pénalités prescrites ».

17. Article 240 of the said Code is amended by striking out, at the end, the words “, and renders him liable to the penalties prescribed in such case”.

Id., a.
240, am.

Id., aa.
241, 242,
ab.

18. Les articles 241 et 242 dudit code sont abrogés.

18. Articles 241 and 242 of the said Code are repealed. Id., aa.
241, 242,
repealed.

Id., a.
243, mod.

19. L'article 243 dudit code, modifié par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 89, par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 84, par l'article 8 de la loi 5 George VI, chapitre 69, par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 69, et par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est de nouveau modifié:

19. Article 243 of the said Code, amended by section 1 of the act 19 George V, chapter 89, section 1 of the act 24 George V, chapter 84, section 8 of the act 5 George VI, chapter 69, section 2 of the act 6 George VI, chapter 69, and by section 4 of the act 13 George VI, chapter 71, is again amended: Id., a.
243, am.

a) en retranchant le paragraphe 3;
b) en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

(a) by striking out paragraph 3;
(b) by replacing paragraph 4 by the following:

« 4. Être inscrit comme propriétaire ou locataire sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité et être domicilié dans la municipalité depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin. ».

“(4) Be entered in the valuation roll in force in the municipality, either as property-owner or tenant, and have been domiciled in the municipality for at least twelve months before the polling-day.”.

Id., a.
244, remp.

20. L'article 244 dudit code, remplacé par l'article 1 de la loi 8 George VI,

20. Article 244 of the said Code, replaced by section 1 of the act 8 George Id., a.
244, re-
placed.

chapitre 46, et modifié par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **244.** Est aussi électeur, tout autre individu qui, au moment de voter, est majeur et citoyen canadien, est domicilié dans la municipalité depuis au moins douze mois et est inscrit au rôle d'évaluation. ».

VI, chapter 46, and amended by section 5 of the act 13 George VI, chapter 71, is again replaced by the following :

“**244.** Every other individual who, at the time of voting, is of full age and a Canadian citizen, has been domiciled in the municipality for at least twelve months and is entered on the valuation roll, shall also be an elector.”.

C. m., a.
244a,
mod.

21. L'article 244a dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 120, et modifié par l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 74, est de nouveau modifié :

a) en remplaçant, dans les trois premières lignes du premier alinéa les mots « Toute compagnie à fonds social, possédant des immeubles à titre de propriétaire est inscrite sur la liste des électeurs, » par les mots « Toute corporation, société commerciale ou association est aussi électeur si elle est portée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité comme propriétaire ou locataire d'un immeuble imposable, pourvu qu'elle ait payé ses taxes ou redevances municipales exigibles au 31 décembre précédent et, si elle est locataire, qu'elle le soit depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin » ;

b) en retranchant le deuxième alinéa ;

c) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

« Une telle corporation, société commerciale ou association exerçant ce droit de vote lorsqu'un règlement est soumis à l'approbation des électeurs propriétaires n'a droit qu'à un seul vote. » ;

d) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant :

« Lorsque le règlement est soumis à l'approbation uniquement des électeurs propriétaires, elle n'a pas droit de voter si l'immeuble dont elle est propriétaire est exempt de taxes municipales ; si l'exemption de taxes est partielle, la valeur est comptée proportionnellement à la quotité des taxes foncières payables à l'égard de cet immeuble. ».

21. Article 244a of the said Code, enacted by section 1 of the act 23 George V, chapter 120, and amended by section 4 of the act 14 George VI, chapter 74, is again amended :

(a) by replacing the words “joint-stock companies, possessing immoveables as owners, shall be entered on the voters' list” in the first two lines of the first paragraph by the words “Every corporation, commercial partnership or association shall also be an elector if it is entered in the valuation roll in force in the municipality, as owner or tenant of a taxable immoveable, provided that it has paid its municipal taxes or dues payable on the preceding 31st of December and, if it is a tenant, has been such for at least twelve months before the polling-day” ;

(b) by striking out the second paragraph ;

(c) by replacing the third paragraph by the following :

“Such a corporation, commercial partnership or association exercising such right to vote when a by-law is submitted for the approval of the elector-proprietors shall have the right to one vote only.” ;

(d) by replacing the fourth paragraph by the following :

“When the by-law is submitted for the approval of the elector-proprietors only, it shall not be entitled to vote if the immoveable which it owns is exempt from municipal taxes ; if the tax exemption is partial, the value shall be calculated in proportion to the share of real estate taxes payable with respect to such immoveable.”.

M. C., a.
244a,
am.

C. m., a.
245, remp. **22.** L'article 245 dudit code, remplacé par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **245.** 1. L'élection générale du maire et des conseillers a lieu le premier dimanche de novembre.

2. Toute corporation locale peut, par règlement, changer en tout temps la date de l'élection du maire et des conseillers pourvu qu'elle soit toujours fixée au premier dimanche ou au premier lundi de novembre. »

22. Article 245 of the said Code, replaced by section 6 of the act 13 George VI, chapter 71, is again replaced by the following:

“**245.** (1) The general election for mayor and councillors shall be held on the first Sunday of November.

(2) Any local corporation may, by by-law, change at any time the date of the election for mayor and councillors provided that such date is always fixed for the first Sunday or the first Monday of November.”

Id., a.
245a, ab. **23.** L'article 245a dudit code, édicté par l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 68, et modifié par l'article 3 de la loi 24 George V, chapitre 83, l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 103, et l'article 7 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est abrogé.

23. Article 245a of the said Code, enacted by section 1 of the act 16 George V, chapter 68, and amended by section 3 of the act 24 George V, chapter 83, section 5 of the act 2 George VI, chapter 103, and section 7 of the act 13 George VI, chapter 71, is repealed.

Id., a.
245b, ab. **24.** L'article 245b dudit code, édicté par l'article 10 de la loi 5 George VI, chapitre 69, et modifié par l'article 8 de la loi 13 George VI, chapitre 71, est abrogé.

24. Article 245b of the said Code, enacted by section 10 of the act 5 George VI, chapter 69, and amended by section 8 of the act 13 George VI, chapter 71, is repealed.

Id., a.
257, mod. **25.** L'article 257 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 16 George V, chapitre 68, l'article 4 de la loi 17 George V, chapitre 74, et l'article 4 de la loi 24 George V, chapitre 83, est de nouveau modifié en remplaçant tout ce qui précède le paragraphe a par ce qui suit:

« **257.** Huit jours au moins avant le dernier dimanche ou lundi d'octobre selon que l'élection a lieu le premier dimanche ou lundi de novembre de chaque année, le président de l'élection doit donner avis public, sous sa signature, désignant: »

25. Article 257 of the said Code, amended by section 2 of the act 16 George V, chapter 68, section 4 of the act 17 George V, chapter 74, and section 4 of the act 24 George V, chapter 83, is again amended by replacing everything before paragraph a by the following:

“**257.** At least eight days before the last Sunday or Monday of October, according as the election is held on the first Sunday or Monday of November in each year, the presiding officer must give public notice over his signature, setting forth:”

Id., a.
258, remp. **26.** L'article 258 dudit code, modifié par l'article 3 de la loi 16 George V, chapitre 68, et par l'article 5 de la loi 24 George V, chapitre 83, est remplacé par le suivant:

« **258.** La mise en candidature pour une élection visée à l'article 245 a lieu de midi à deux heures de l'après-midi le dernier dimanche d'octobre ou, si la vota-

26. Article 258 of the said Code, amended by section 3 of the act 16 George V, chapter 68, and by section 5 of the act 24 George V, chapter 83, is replaced by the following:

“**258.** The nomination for an election contemplated in article 245 shall be held from noon to two o'clock in the afternoon on the last Sunday of October or, if the poll

tion doit avoir lieu le premier lundi de novembre, le dernier lundi d'octobre, aux mêmes heures. ».

is to be held on the first Monday of November, on the last Monday of October, during the same hours.”.

C. m., a.
291, mod.

27. L'article 291 dudit code est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « le dimanche » par les mots « dans les trois jours ».

27. Article 291 of the said Code is amended by replacing the words “on the Sunday” in the second line by the words “within three days”.

M. C., a.
291, am.

Id., a.
320, mod.

28. L'article 320 dudit code, modifié par l'article 5 de la loi 10 George V, chapitre 67, par l'article 23 de la loi 11 George V, chapitre 48, par l'article 1 de la loi 13 George V, chapitre 85, par l'article 7 de la loi 24 George V, chapitre 83, et par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 77, est de nouveau modifié:

28. Article 320 of the said Code, amended by section 5 of the act 10 George V, chapter 67, section 23 of the act 11 George V, chapter 48, section 1 of the act 13 George V, chapter 85, section 7 of the act 24 George V, chapter 83, and by section 2 of the act 11 George VI, chapter 77, is again amended:

Id., a.
320, am.

a) en retranchant le paragraphe 3;

(a) by striking out paragraph 3;

b) en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

(b) by replacing paragraph 4 by the following:

« 4. Que, par cause de vacance, il reste moins de quatre membres d'un conseil local en fonction; ou »;

“(4) By reason of vacancies, there remain less than four members of a local council in office; or”;

c) en retranchant, dans la troisième ligne du dernier alinéa, le chiffre « 3 ».

(c) by striking out the figure “3” in the third line of the last paragraph.

Id., a.
321, remp.

29. L'article 321 dudit code, remplacé par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 31, est de nouveau remplacé par le suivant:

29. Article 321 of the said Code, replaced by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 31, is again replaced by the following:

Id., a.
321, re-
placed.

« **321.** Un conseil municipal qui a négligé de nommer un officier de la corporation dans le délai prescrit peut le faire ultérieurement. ».

“**321.** A municipal council which has neglected to appoint an officer of the corporation within the prescribed delay may do so afterwards.”.

Id., a.
348, ab.

30. L'article 348 dudit code, modifié par l'article 11 de la loi 20 George V, chapitre 103, est abrogé.

30. Article 348 of the said Code, amended by section 11 of the act 20 George V, chapter 103, is repealed.

Id., a.
348, re-
pealed.

Id., a.
387a,
mod.

31. L'article 387a dudit code, édicté par l'article 12 de la loi 5 George VI, chapitre 69, est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

31. Article 387a of the said Code, enacted by section 12 of the act 5 George VI, chapter 69, is amended by adding at the end the following paragraph:

Id., a.
387a, am.

« L'article 286 ne s'applique pas à l'occasion de la tenue d'un tel scrutin. ».

“Article 286 shall not apply when such a poll is held.”.

Id., a.
408, mod.

32. L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 10 George V, chapitre 82, par l'article 25 de la loi 11 George V, chapitre 48, par l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 69, par l'article 11 de la loi 17 George V, chapitre 74, par l'article 14 de la loi 18 George V, chapitre 94, par l'article 15 de la loi 20 George V,

32. Article 408 of the said Code, amended by section 2 of the act 10 George V, chapter 82, section 25 of the act 11 George V, chapter 48, section 1 of the act 16 George V, chapter 69, section 11 of the act 17 George V, chapter 74, section 14 of the act 18 George V, chapter 94, section 15 of the act 20 George V, chapter

Id., a.
408, am.

chapitre 103, par l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 114, par l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 116, par l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 103, par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 85, par l'article 2 de la loi 25-26 George V, chapitre 24, par l'article 5 de la loi 25-26 George V, chapitre 108, par l'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 100, par l'article 14 de la loi 5 George VI, chapitre 69, par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 48, par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 46, par l'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 55, par l'article 63 de la loi 13 George VI, chapitre 59, et par l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 42, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du sous-paragraphe *e* du paragraphe 3, les mots « Régie des services publics » par les mots « Régie des eaux du Québec ».

103, section 6 of the act 21 George V, chapter 114, section 1 of the act 21 George V, chapter 116, section 5 of the act 22 George V, chapter 103, section 1 of the act 24 George V, chapter 85, section 2 of the act 25-26 George V, chapter 24, section 5 of the act 25-26 George V, chapter 108, section 2 of the act 1 George VI, chapter 100, section 14 of the act 5 George VI, chapter 69, section 2 of the act 7 George VI, chapter 48, section 3 of the act 8 George VI, chapter 46, section 6 of the act 10 George VI, chapter 55, section 63 of the act 13 George VI, chapter 59, and by section 4 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 42, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the first and second lines of sub-paragraph *e* of paragraph 3 by the words "Québec Water Board".

C. m., a.
412a, aj.

33. Ledit code est modifié en insérant après l'article 412 la section et l'article suivants:

« SECTION XIXA

« DES TRAVAUX ET SERVICES
MUNICIPAUX EN COMMUN

« **412a.** Toute municipalité peut, par règlement de son conseil approuvé par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec, conclure des ententes avec toute municipalité, quelle que soit la loi qui la régit, pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services et, généralement, pour l'exercice de toutes autres fonctions qu'elle estime avantageux d'exercer en commun.

Le conseil peut prévoir dans l'entente la formation d'un comité intermunicipal et lui déléguer la totalité ou une partie des pouvoirs qu'il possède à l'égard de la fonction qui fait l'objet de l'entente.

Les ententes conclues en vertu du présent article ne sont pas opposables aux tiers.

Le présent article a effet à l'encontre de toute loi spéciale applicable à une municipalité. ».

33. The said Code is amended by inserting after article 412 the following section and article:

"SECTION XIXA

"JOINT MUNICIPAL WORKS
AND SERVICES

"**412a.** Any municipality may, by by-law of its council approved by the Minister of Municipal Affairs and the Québec Municipal Commission, make agreements with any municipality, by whatever law governed, for the carrying out of works, the organization and administration of services and, generally, for the exercise of any other function which it considers it advantageous to exercise in common.

The council may provide in the agreement for the formation of an intermunicipal committee and delegate to it all or some of the powers it possesses in respect of the function which is the object of the agreement.

Agreements made under this article cannot be set up against third parties.

This article shall apply notwithstanding any special act applicable to a municipality."

M. C., a.
412a, a.
added.

C. m., a.
640, ab. **34.** L'article 640 dudit code est abrogé.

34. Article 640 of the said Code is ^{M. C., a.} 640, re-
pealed.

Id., a.
654, mod. **35.** L'article 654 dudit code, modifié par l'article 36 de la loi 8 George V, chapitre 20, l'article 2 de la loi 14 George V, chapitre 84, l'article 16 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 10 de la loi 2 George VI, chapitre 103, l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 73, l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 69, l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 70, l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 48, et l'article 6 de la loi 8 George VI, chapitre 46, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant:

35. Article 654 of the said Code, ^{Id., a.} 654, am. amended by section 36 of the act 8 George V, chapter 20, section 2 of the act 14 George V, chapter 84, section 16 of the act 18 George V, chapter 94, section 10 of the act 2 George VI, chapter 103, section 1 of the act 4 George VI, chapter 73, section 6 of the act 6 George VI, chapter 69, section 2 of the act 6 George VI, chapter 70, section 4 of the act 7 George VI, chapter 48, and section 6 of the act 8 George VI, chapter 46, is again amended by replacing paragraph 10 by the following:

« 10. Les nom et prénoms de toute autre personne ayant droit de voter à l'élection du maire et des conseillers. ».

“(10) The surname and given names of every other person entitled to vote at the election for mayor and councillors.”.

Id., a.
673, remp. **36.** L'article 673 dudit code, modifié par l'article 8 de la loi 6 George VI, chapitre 69, et par l'article 8 de la loi 15-16 George VI, chapitre 61, est remplacé par le suivant:

36. Article 673 of the said Code, ^{Id., a.} 673, re-
placed. amended by section 8 of the act 6 George VI, chapter 69, and by section 8 of the act 15-16 George VI, chapter 61, is replaced by the following:

« **673.** Après chaque mutation de propriété d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur, le secrétaire-trésorier doit, sur réception de l'avis prévu à l'article 51 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) corriger le rôle en conséquence. Le secrétaire-trésorier doit pareillement, sur preuve suffisante, corriger le rôle pour tenir compte des changements de locataires et des autres personnes qui doivent y être inscrites en vertu du paragraphe 10 de l'article 654. ».

“**673.** After every change of owner of any immovable on the valuation roll in force, the secretary-treasurer, upon receipt of the notice prescribed in section 51 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), shall correct the roll accordingly. He shall also, upon sufficient proof, correct the roll in respect of changes of tenants and the other persons who must be entered thereon under paragraph 10 of article 654.”.

Id., a.
678a,
mod. **37.** L'article 678a dudit code, édicté par l'article 5 de la loi 13 George V, chapitre 84, est modifié:

37. Article 678a of the said Code, ^{Id., a.} 678a,
am. enacted by section 5 of the act 13 George V, chapter 84, is amended:

a) en remplaçant, dans les sixième, septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots « sur la partie non contestée de l'évaluation, et il en fait une entrée sous sa signature, en marge du rôle, vis-à-vis du nom de l'appelant » par les mots « comme si aucun appel n'avait été institué »;

(a) by replacing the words “on the uncontested portion of the valuation and shall make an entry thereof under his signature, in the margin of the roll, opposite the appellant's name” in the sixth, seventh and eighth lines of the first paragraph by the words “as if no appeal had been brought”;

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

(b) by replacing the second paragraph by the following:

« Après jugement sur l'appel, tout montant payé en trop par l'appellant lui est remboursé avec intérêt, au taux visé à l'article 687, à compter de la date du paiement. ».

"After judgment on the appeal, any amount paid in excess by the appellant shall be reimbursed to him with interest at the rate fixed under article 687, from the date of payment."

C. m., a.
684a,
mod.

38. L'article 684a dudit code, édicté par l'article 8 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 65, est modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, ce qui suit :

38. Article 684a of the said Code, enacted by section 8 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 65, is amended by adding at the end of the first paragraph the following:

M. C., a.
684a, am.

« Lorsqu'il s'agit de lots qui sont situés à un carrefour ou qui ne sont pas rectangulaires, le conseil peut fixer l'étendue en front pour fins d'imposition, en tenant compte à la fois de l'étendue en front et de la superficie. ».

"In the case of lots that are situated at a street corner or are not rectangular, the council may fix the frontage for assessment purposes, taking into account both frontage and area."

Id., a.
687, mod.

39. L'article 687 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 1 George VI, chapitre 59, l'article 9 de la loi 14 George VI, chapitre 74, et l'article 2 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 85, est de nouveau modifié en remplaçant, dans le premier alinéa, les mots « pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet » par les mots « prévu à l'article 718 ».

39. Article 687 of the said Code, amended by section 2 of the act 1 George VI, chapter 59, section 9 of the act 14 George VI, chapter 74, and section 2 of the act 17 Elizabeth II, chapter 85 is again amended by replacing the words "during which they ought to be paid, without its being necessary for such purpose that a special demand of payment be made" in the first paragraph, by the words "provided in article 718".

Id., a.
687, am.

Id., a.
812, mod.

40. L'article 812 dudit code est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

40. Article 812 of the said Code is amended by adding at the end the following paragraph:

Id., a.
812, am.

« Le conseil peut également procéder par voie d'un règlement d'emprunt qui ne requiert que l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales. ».

"The council may also proceed by way of a loan by-law requiring only the approval of the Québec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs."

Entrée en
vigueur
de l'a. 3.

41. L'article 3 entrera en vigueur le 1er janvier 1969.

41. Section 3 shall come into force on the 1st of January 1969.

Coming
into force
of s. 3.

Élections
reportées.

42. Les élections générales des maires et des conseillers qui doivent avoir lieu au cours des mois de janvier, mai ou juillet de 1969, 1970 et 1971 sont reportées au mois de novembre de l'année au cours de laquelle elles doivent avoir lieu pour se tenir conformément à l'article 245 du Code municipal et les mandats de ces maires et conseillers sont prolongés en conséquence.

42. The general elections for mayors and councillors which are to take place in the months of January, May and July in 1969, 1970 and 1971 shall be deferred until the month of November of the year in which they are to take place and shall be held in accordance with article 245 of the Municipal Code, and the terms of office of such mayors and councillors are extended accordingly.

Elections
deferred.

Entrée en
vigueur.

43. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

43. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.